



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°17 - Janvier 2014

Sommaire

Page 2

- Il faut redonner un vision historique à l'Europe (Jacques Delors)

Page 3

- Le Dumping Social en Europe, une bombe à retardement !

Page 4

- Un Le pen Made in Britain
- Bulletin d'adhésion

Agenda

- **Samedi 25 janvier 2014** : 11h au Château de Flers : Voeux de l'AJVAH

- **Vendredi 31 janvier 2014** : 19h Salle d'expo du Fort de Mons : Vernissage de l'expo photos de Patrick DUBAR intitulée : **GRECE : Regards croisés : des Dieux, des Touristes, des Graffs** Exposition du 31 Janvier au 9 Février 2014.

- **Vendredi 7 février 2014** : 18h45 au Château de Flers Assemblée Générale de Citoyen d'Europe avec renouvellement du Conseil d'administration

EDITO

"Delors revient" !

Quand on lit Jacques Delors et surtout quand on sait, comme moi, l'Européen qu'il a toujours été et qu'il est encore aujourd'hui **on mesure ce qu'il manque à l'Europe** et ce qu'il manque à la France : **un Européen comme Lui !**

En plein marasme économique, en pleine dérive sociale, sans plus aucun repère ni de grands noms pour porter sa voix, **l'Europe risque un naufrage lors et après les prochaines élections européennes de juin 2014.**

A défaut d'une miette d'optimisme quand on décortique les listes qui vont s'affronter et qu'on découvre les sondages qui prévoient des "tsunamis nationalistes" à la mode des années 30 du 20^{ème} siècle, on n'a plus qu'une envie sans doute folle... mais dans les fondements de laquelle on se retrouve :

Crier ensemble :

"Jacques revient, ils sont devenus fous !"

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

Les membres du Conseil d'administration de Citoyen d'Europe vous présentent leurs meilleurs vœux pour 2014

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeurope@gmail.com

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyendeurope.org

« Il faut redonner une vision historique à l'Europe » (Jacques Delors)



L'Europe est marquée par un individualisme croissant et le manque de goût pour les affaires collectives.

La première raison est la mondialisation qui crée une tentation de repli sur soi et un appel plus grand aux états nationaux qui, pour des raisons purement électorales, n'y sont pas insensibles.

La deuxième raison est la crise financière internationale qui a montré la fragilité de l'union économique et monétaire car jusque là, on s'est refusé à associer étroitement union économique et union monétaire.

Un autre danger apparaît avec la mondialisation, c'est le fait que nos dirigeants ne donnent pas l'impression d'être sur le même bateau et au même degré d'urgence. On peut avoir des craintes légitimes quant aux échéances européennes de 2014, compte tenu de l'évolution dans les états membres non seulement des partis anti-européens d'extrême droite ou d'extrême gauche, mais aussi chez les gouvernements en place qui ont la tentation du repli sur soi et du nationalisme.

Il faut absolument redonner une vision historique à l'Europe des 28.

La grande erreur des années 1995/2000, a été d'oublier que ses concepteurs envisageaient l'union sur 2 jambes : l'économique et le monétaire. Les critères monétaires l'ont emporté et on ne s'est pas rendu compte qu'avec de telles règles, on créait une zone où les moins compétitifs ne s'en sortiraient pas et encore plus s'ils faisaient des bêtises. Toutes les institutions européennes ont vécu avec l'obsession du pacte de stabilité auquel on a ajouté hypocritement le mot croissance, pour faire plaisir au président français de l'époque.

Cela a été possible jusqu'à ce que la crise face apparaître la fragilité du système. Nous n'avons pas encore réussi à concilier responsabilité nationale et responsabilité européenne, un système permettant l'exercice en commun d'une partie de la souveraineté.

Comme citoyen européen, ma plus grande déception a été de voir adopté un budget pluriannuel aux antipodes de ce qu'il faudrait pour une relance raisonnable, avec bien entendu l'appui de ceux qui ont un pied en dehors de l'union. Il faut des efforts nationaux, mais ils devraient être appuyés par des actions montrant que l'Europe est bien présente. Or, l'Europe est un professeur sévère mais qui n'accompagne pas ses élèves.

L'Europe est vitale pour nos pays, mais elle ne se donne pas les moyens de compenser les politiques nationales de rigueur, par des actions de relance.

Il y a des choses anormales au niveau de l'emploi, par exemple le détachement de travailleurs qui est détourné, au dépend notamment, de la France.

Nous avons tendance à régler nos affaires en oubliant les générations futures, d'où l'endettement et le chômage. L'endettement est insupportable, pas seulement à cause des marchés financiers, mais parce que le paiement de la dette s'effectue au dépend des dépenses de solidarité ou d'avenir. Il faudra changer le modèle de croissance et faire plus de place à la croissance verte, créatrice de nombreux emplois.

En ce qui concerne le problème des Roms, il faudrait déjà que le gouvernement français parle d'une seule voix. Nous devons défendre avec acharnement les principes de la république, mais il y a des problèmes concrets d'insécurité et de santé. La liberté de circulation n'est pas de s'installer n'importe où pour y faire n'importe quoi.

On entend certains dirigeants dire, à tort, que nous sommes sortis de la crise, c'est sans compter sur la division entre républicains et démocrates aux Etats-Unis qui pourrait avoir des conséquences sur l'ensemble de l'économie.

L'inondation des économies, de liquidités, par la réserve fédérale, et donc de l'augmentation de la masse monétaire a des conséquences sur les autres pays et le monde reste très instable.

Il faut réinventer l'Europe !!

Premièrement, il faut lui redonner une vision de grande Europe à 28.

Deuxièmement, il faut consolider la zone euro sur le plan politique et institutionnel. Troisièmement, il faut redonner de la clarté aux pouvoirs européens pour que l'on sache qui fait quoi et que l'on se décide à choisir entre le modèle intergouvernemental et le modèle communautaire, le mélange des deux étant détestable.

Il faut surtout que, quand l'Europe prend une décision, celle-ci soit exécutée dans les semaines suivantes, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

On peut tout à fait s'en sortir sans nouveau traité (en tous cas je l'espère) mais il faut penser aux problèmes que pourraient poser les anglais s'ils font un référendum demandant la modification des pouvoirs entre l'union et les états membres.

Aujourd'hui, la Grande Bretagne est un gros frein dans une Europe qui a un petit moteur. En conclusion je dirais que l'union européenne doit absolument changer de vitesse

Le Dumping Social en Europe, une bombe à retardement !

Des centaines de milliers de « travailleurs détachés » assurent le développement du scandaleux dumping social en Europe.

Sur internet, les agences spécialisées en intérim débordent d'activité.

Elles proposent la mise à disposition de travailleurs intérimaires Polonais, conformément à l'article 1262-1 du code du travail. Aucune formalité, pas de bulletin de salaire, pas de déclaration URSSAF, pas de cotisations sociales. Règlement par facture hebdomadaire. Rien à payer en France, tout en Pologne.

Un mail suffit pour engager plombiers, coffreurs, maçons et tous autres métiers du bâtiment.

« En France, vous payez 28€ de l'heure, chez nous, 16€ sans heures supplémentaires à payer. Nous ne prenons pas le travail des français, cette main d'œuvre n'existe pas, en France. »

Le « plombier Polonais » est de retour en toute légalité (directive européenne de 1996). Partout en Europe, des travailleurs roumains, polonais, espagnols, portugais sont exploités, en Belgique, France, Allemagne et Luxembourg.

Ces « travailleurs détachés » triment dans ces pays aux conditions de leur pays sur une durée maximum de 24 mois.

En 2011, la commission européenne estimait leur nombre à 1,5 million dont 145 000 en France (+17% en 1 an). Le mouvement continue de s'amplifier et aujourd'hui on estime qu'en France, 300 000 travailleurs détachés sont utilisés.

Le transport, le bâtiment et l'agro - alimentaire sont les gros utilisateurs. Les conditions de travail, d'hébergement et de nourriture sont à la limite de l'esclavage moderne.

Ces salariés « low cost » sont les victimes du dumping social en provenance essentiellement des pays de l'est.

La proposition BOLCKENSTEIN, libéralisant les services au sein de l'union, bien que rejetée, n'a pas empêché le développement du business à bas coût qui aboutit à la fermeture, par exemple d'un abattoir breton (900 salariés) concurrencé par des employeurs allemands, ne garantissant aucun salaire minimum aux travailleurs de l'est majoritairement représentés dans ces entreprises.

En Belgique, le trafic de main d'œuvre a été décelé par une fédération patronale et un syndicat de transport routier.

En Auvergne, la CGT sillonne les chantiers et contacte les travailleurs polonais, hongrois, roumains et portugais.

En février 2013, un salarié portugais gagnait 2,86€ de l'heure au lieu de 9,43€, SMIC horaire français soit 410€ par mois. L'employeur a réglé en tout et pour tout 145€ de charges sociales.

Ce mois-là, la neige a stoppé le travail. Résultat : pas d'indemnités intempéries et attente dans un mobil home d'un meilleur temps.

Un travailleur Polonais tombe malade. Pas d'assurance maladie. L'employeur paye le médecin en liquide et achète les médicaments.

Quant à l'accident du travail, c'est encore plus simple : Retour immédiat au pays.

Aujourd'hui, même les chefs d'entreprises montent au créneau : « Oui à la concurrence mais à la loyale ! » Le bâtiment est particulièrement touché et le risque est énorme de voir s'instaurer un trafic de main d'œuvre via les sous-traitants des grands groupes.

La centrale nucléaire de Flamenville en est un exemple où un sous-traitant basé en Irlande avait créé une filiale à Chypre laquelle recrutait des ouvriers polonais sous contrats rédigés en anglais.

Une enquête a mis à jour ce trafic qui durait depuis plusieurs années.

Aucun travailleur de la région n'avait été recruté comme si les français refusaient ce type d'emploi.

Au moment où le chômage de masse est le vécu quotidien de millions d'européens, la bombe à retardement que représente l'utilisation de ces « travailleurs détachés » doit être rapidement désamorcée sinon..... !!



Un Le Pen made in Britain



Leader du parti pour l'indépendance du Royaume Uni (UKIP), Nigel FARAGE est hostile à l'Europe, aux travailleurs étrangers et à l'establishment.

Il a toutefois instauré une graduation dans la détestation.

Herman VAN ROMPUY avec son charisme de « serpillière mouillée »

Manuel BARROSO « à l'allure de petit employé de banque »

David CAMERON, lui même et

se amis , traités de « dandys de la haute », en majorité, ex banquiers subvertis par Bruxelles .

FARAGE est persuadé que l'élite britannique, sous influence, est prête à brader le pays.

Dirigeant du groupe (UKIP 13 députés) au parlement et fort de ses 150 sièges emportés en 2013 aux élections locales, il prédit un raz de marée aux européennes de 2014.

Porté par la récession, qui dans l'opinion, fait de l'Europe et des étrangers, des boucs émissaires, il n'a pour objectifs que la sortie de l'union, l'immigration zéro et la haine des élites.

Ce qu'il nous faut , dit il, c'est un « leader qui guide au lieu de suivre », comme l'était Margaret TATCHER

Le référendum est un leurre, pour lui il faut partir maintenant.

Enveloppé dans son costume de « britannique », il récuse l'idée d'un front populiste européen.

WILDERS : islamophobe ; GRILLO : intéressant mais attendons de le voir à l'oeuvre ; LE PEN : nous nous saluons politiquement mais elle défend un socialisme d'état à l'opposé de mon libéralisme et elle n'arrivera pas à éliminer l'antisémitisme inscrit dans l' ADN de son parti. A l'entendre, l'UKIP n'est « ni raciste » ni « fasciste ».

Porté par un vote protestataire décrit comme stalinien, autocratique et peu professionnel, le parti de FARAGE n'a pas de programme cohérent.

Ce Tatchériste décomplexé suggère des coupes sombres dans les dépenses sociales pour renforcer le budget de l'armée ou des prisons, qui sont inacceptables.

Pour ce pourfendeur du politiquement correct, l'état reste un mal nécessaire et en disant cela , il exprime la voix de moins en moins audible des campagnes conservatrices du sud anglais .

Une seule devise : « Au diable l'Europe,vive la Grande Bretagne souveraine ».

Le constat, de notre point de vue, est hélas très simple . Face à la montée généralisée de ce populisme largement gangrené de fascisme, et de son installation dans tous les pays européens (Citoyen d'Europe l'avait déjà signalé dans plusieurs de ses journaux) il est plus que temps que les dirigeants en charge réagissent avec vigueur, sous peine de mettre en péril toute la construction européenne de ces 50 dernières années lors des élections de Mai 2014 et d'amener au parlement une vague destructrice de populistes de tous poils .



BULLETIN D'ADHESION 2014

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex